

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21890 - 81ÈME ANNÉE

Municipales 2026 à Saint-Pierre

Rassemblement avec l'Union saint-pierroise conduite par Ruth Dijoux



Ce 5 octobre s'est tenue une conférence de presse de l'Union des Saint-Pierrois pour annoncer les grandes lignes du projet issu de la consultation citoyenne lancée il y a plusieurs mois et le ralliement à l'Union des partis Saint Pierre plus verte, le PCR, les écologistes, le parti socialiste et le parti Ekilibre.

C'est une invitation à une Union dès le premier tour que Ruth Dijoux a lancé au mois d'avril dernier. Non pas une Union de circonstances, mais une union dès le premier tour qui dépasse les étiquettes, les guerres claniques et rassemble le plus largement autour de valeurs progressistes et de projet. Parce que dans le contexte politique actuel les électeurs ont besoin d'une ligne claire.

:

« Aujourd'hui les jeux de stratégie politique n'intéressent que ceux qui les pratiquent. Le taux d'abstention élevé, la montée des extrêmes sont un appel des électeurs, un appel à revoir les pratiques, à se recentrer sur les problématiques de terrain avec technique et éthique. C'est le grand challenge de l'Union des saint

pierrois, regagner la confiance que beaucoup de figures politique ont perdu », a déclaré Ruth Dijoux.

« Pour cela, notre ligne est claire, il s'agit d'une ligne de projet pour un changement au sein de notre ville, de faire d'elle un territoire d'avenir et d'exemplarité et de l'inscrire dans un projet régional en phase avec les enjeux auxquels nous serons confrontés.

Un projet réalisable, inclusif, ambitieux, innovant qui a été co-construit avec la population.

Alors que certaines personnes en sont toujours à se demander si elles seront candidates ou pas, que d'autres lancent des candidatures isolées pour satisfaire une logique de politique politicienne, l'Union des saint pierrois elle, peut après plusieurs mois de consultation citoyenne présenter les grandes lignes de son projet inscrit dans le cadre légal de compétences de la ville et de la CIVIS. »

Dans ce projet sont abordées les problématiques qui touchent au cœur de chaque habitant de Saint-Pierre.

Éducation

Les plus jeunes d'abord, parce que l'école est la première compétence obligatoire d'une commune. Outre la mobilisation de budgets d'investissement, c'est au fonctionnement que doit être associée la ville. En ce sens nous allons notamment

Participer avec l'éducation nationale à l'éducation de nos enfants par le biais d'un véritable PEG projet éducatif global.

Travailler avec les associations pour qu'elles contribuent aux activités périscolaires lorsqu'on les subventionne.

Former les personnels non enseignants volontaires à un perfectionnement de leur intervention dans nos écoles.

En matière sociale

Les plus vulnérables ensuite, nos personnes âgées, nos personnes porteuses de handicap, et nos personnes en grande précarité. Si le Département est détenteur de la compétence de droit commun en la matière, la commune conserve des attributions dans ce domaine.

L'action sociale relève des compétences facultatives de la ville et s'exerce au travers son centre communal d'action social ou son centre intercommunal d'action social (CCAS ou CIAS)

Dans ce cadre, nous mettrons en place une réelle coordination de l'action avec le département sur St Pierre. Trop d'opérateurs de terrain nous ont remonté qu'ils souffrent d'orientations différentes ou du manque de communication entre les collectivités. Tous ces acteurs de terrain avec leur expertise nous ont fait part de mesures concrètes d'amélioration.

Développement économique

Nos acteurs économiques également. Ces dernières années, l'aménagement du territoire a conduit à la désertification du centre-ville. J'habite au centre-ville j'échange avec les commerçants qui sont déprimés et le mot est faible, face à cette désertification.

Même si le développement économique et touristique ne relève pas des compétences obligatoires d'une commune, le Maire se doit d'encourager cette activité sur son territoire en créant les meilleures conditions d'accueil et en maintenant le dialogue afin de contribuer à une vraie dynamique économique. Corine Bédier, elle-même chef d'entreprise interviendra sur ce point.

Aménagement du territoire

Activer tous les leviers existants à la relance et la rénovation de l'habitat.

Nous mobiliserons un agent dédié à la question du logement.

« Nous avons également tenu compte du fait que le manque de vision dans l'aménagement du territoire a conduit à une répartition inégale des centres d'intérêts économique, sportifs, culturels, et un abandon des quartiers.

Chacun de nos passages dans chaque quartier de Saint-Pierre nous confirme que les quartiers sont laissés à l'abandon », poursuit Ruth Dijoux « Nous relancerons les activités culturelles et sportives inter quartiers en soutenant les associations, espace de vitalité et d'expérimentation démocratique. Nous relancerons le service public de proximité et les permanences des élus.

Nous avons également intégré dans nos réflexions la question environnementale et sur ce point, Geneviève Payet vous fera un état de la situation, et des contraintes de circulation, Pascal Basse fera un point sur la mobilité à St Pierre et les propositions ».

Sécurité

mise en œuvre efficace de la convention de coordination entre la police municipale et la police nationale, déployer davantage de dispositifs de prévention telles que de nouvelles caméras, d'agent de médiation dans les quartiers, intégrer les règles de civisme et de respect de l'autre dans le PEG.

Ressources humaines

Les agents de la ville veulent de l'équité et de l'égalité de traitement et la population veut un service public de proximité et de qualité. La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences sera une priorité.

« Je remercie chacun des partis, Saint Pierre plus verte et les écologistes, le PS, le PCR, Place publique, Endemik, le mouvement des écologistes réunionnais, mes collègues du Parti Ekilibre, et tous les représentants de la société civile qui m'ont donné leur confiance pour mener cette liste. Je m'engage à le faire avec responsabilité, loyauté et bienveillance, tant envers eux, qu'envers la population Saint-Pierroise.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Après les transporteurs et les gérants de station

Nouvelle grève patronale à La Réunion : les taxis

Ce lundi 6 octobre, les taxis de La Réunion observeront une grève générale à l'appel de l'intersyndicale 974. L'ensemble des 512 taxis conventionnés de l'île sont invités à suspendre leur activité pour dénoncer la nouvelle convention nationale du Transport Assis Professionnalisé (TAP) 2025-2026 de la Sécurité sociale. C'est une conséquence de la crise des finances publiques causée par les baisses d'impôts pour les plus riches, la santé est sacrifiée.

Les taxis jugent le texte de la nouvelle convention nationale du Transport Assis Professionnalisé « inadapté » aux réalités locales et estiment que son application pourrait fragiliser leur métier. Selon eux, les nouveaux barèmes de l'Assurance Maladie entraîneraient une perte de 35 à 40 % de chiffre d'affaires. Les taxis pointent également la généralisation du transport partagé : actuellement limités à trois passagers, ils pourraient être contraints d'en transporter jusqu'à huit, une évolution qu'ils jugent incompatible avec la qualité du service.

Depuis la publication de la convention en mai dernier, les taxis réunionnais multiplient les actions : opérations escargots, rassemblements devant les centres de soins et la préfecture. Mais malgré ces mobilisations, leurs revendications n'ont pas encore trouvé d'écho. Aujourd'hui, ils réclament

l'ouverture de négociations spécifiques à La Réunion, afin de prendre en compte les particularités du pays.

Les taxis soulignent que les transports sont importants dans l'accès aux soins : près de 8 000 patients sont transportés quotidiennement par leurs soins, ce qui représente plus de la moitié des transports sanitaires de l'île, soit environ 85 000 personnes par an. Pour eux, la contestation dépasse la défense de leur profession et touche au droit fondamental des Réunionnais d'accéder à des soins dans des conditions équitables et adaptées.

Ce mouvement s'inscrit dans un climat social tendu. Après les transporteurs routiers qui avaient organisé des blocages pour protester contre la hausse des coûts, et les stations-service qui avaient mené des fermetures pour obtenir une hausse de leur marge, les taxis rejoignent à leur tour la liste des secteurs mobilisés.

M.M.

l'Association des étudiants dynamiques de l'Université de Madagascar appelle à une grève générale aujourd'hui

Madagascar : Recherche d'issue à la crise et appel à la grève générale

Le 4 octobre, l'EMMONAT a souligné que la majorité des manifestations s'étaient déroulées pacifiquement, malgré un incident grave à Antananarivo. Le président Rajoelina a rencontré le secteur privé et les journalistes pour renforcer la coopération économique et la liberté de la presse. Parallèlement, l'Association des étudiants dynamiques de l'Université de Madagascar appelle à une grève générale, soutenue par plusieurs syndicats.

Le 4 octobre, l'État-major mixte opérationnel national (EMMONAT) a rappelé que ses interventions lors des manifestations s'adaptent aux actions des protestataires afin d'éviter les débordements et préserver la paix publique. Si la plupart des villes sont restées calmes, Antananarivo a connu des troubles marqués par des barrages routiers et la saisie d'armes. Les enquêtes sont en cours et des mesures spéciales sont annoncées pour protéger journalistes et citoyens. Le même jour, le président Andry Rajoelina a réuni au Palais

d'Iavoloha les représentants du secteur privé et des associations professionnelles. Il a insisté sur la coopération comme levier d'un environnement économique plus autonome. Parmi les projets évoqués figurent une centrale solaire de 100 MW, l'acquisition de transformateurs pour renforcer l'électricité, ainsi qu'une usine destinée à améliorer l'accès à l'eau.

Une rencontre avec l'Ordre des Journalistes de Madagascar et les principales associations médiatiques a également permis de poser les bases d'une meilleure protection de la profession : révision du statut, des formations, accès facilité aux informations, exonérations fiscales sur le matériel, et encaissement accru des médias en ligne, pour bien faire la distinction entre « journalistes amateurs » et les professionnels.

Par ailleurs, l'Association des étudiants dynamiques de l'Université de Madagascar (Assedu-Mada) appelle à une grève générale ce lundi. Écoles, universités et administrations sont invitées à fermer. Plusieurs syndicats, dont ceux des douanes et de la Jirama, ont déjà annoncé leur soutien.

Oté

Aprésá, i fo ni aspèr in bonb i pète dsi nou ?

Mézami zot la sirman vi dann zaktyalité, in pé partou dann l'érop bann drone i fé lo guétali dann syèl éropéin. Défoi mèm i fo fèrm laéropor pars i pé pa konète kossa i pé arivé...

L'érop lé loin ! Mé wala ké yèr soir dann plizyèr landroi La Rényon, demoune la vi bann zovni. In tan téi di sa bann marssien i vien rogarde anou do pré pou oir kossa ni rossanm... Mi rapèl in zour laba dann La plène dé kaf in bononm la bite dsi in sokoup volant dann in kléryèr avèk bann pti zonm étranj dann lo véikil.

Li la parti la zandarmri rakonte lo zafèr mé konm i di lo zoizo té fine anvolé. Mé dann tan-la lété lékilib par la térèr é l'avé arienk bann zovni pou fé pèr anou. Mé zordi ? zordi bonpé dirizan i débloke é kissa i di k'i ariv ar pa nou arien.

Sirtou dopi k'la Franss l'aprè monte in baz militèr La Rényon mèm in gro gradé dann télé la di parétil-antanssion mi vann konm mwin l'ashté !- la di li sava touth sinksan militèr. Akoz pa pliss, akoz pa mwinss, mé antouléka mi wa nou mal dann in n'afèr konmsa.

Mézami, m'a dir azot i fo pa ni pran lé shoz a la lézèr pars nou ni parl losséan indien zone de paix é Lo Prézidan, son koté li amenn in zé i pé vni danzéré é i fo nou rényoné nou néna noute de mo pou dir dann kékshoz konmsa.

A bon antandèr salu !

Justin